

avons diminué l'écart de notre balance défavorable de 940 à 449 millions de dollars, soit, en d'autres termes, de presque la moitié. Durant la même période, nous avons réduit le déficit des pays du bloc sterling, qui était de presque 800 millions de dollars à un peu plus d'un demi-milliard. C'est donc dire que dans l'une et l'autre de nos principales zones commerciales, nous en arrivions à un meilleur équilibre. Je m'illusionne peut-être, mais il me semble que la moitié de l'année financière étant écoulée, nos exportations vers les États-Unis atteindront une valeur d'environ 1,750 millions, tandis que nos importations s'élèveront à 1,825 millions, ce qui ramènera notre balance défavorable à environ 75 millions. Les spécialistes en la matière prévoient qu'elle pourrait s'établir entre 50 et 200 millions; je remarque toutefois que, pour le mois de juillet, elle n'a été que de \$1,300,000. Dans le moment, l'équilibre est donc presque rétabli.

L'honorable M. Roebuck: Est-il tenu compte de l'or dans ces chiffres?

L'honorable M. McKeen: Non. L'écart commercial actuel entre les deux pays est d'environ 2 millions par mois; il y a chaque mois des exportations d'or dont la valeur est d'environ 15 millions de dollars et dont il n'est pas tenu compte dans les chiffres que je viens de mentionner. Ces dernières années, la valeur nette des exportations d'or ne servant pas de garantie monétaire atteignait 138 millions de dollars.

L'honorable M. Euler: Quelle est, dans le moment, notre réserve de devises américaines en or?

L'honorable M. McKeen: Je crois que cette question figure dans la liste des secrets officiels. Le dernier chiffre disponible faisait mention de 1,300 millions de dollars. Le montant étant suffisant, c'est pour cela que le Gouvernement relâche dans le moment les restrictions aux importations. A mesure qu'augmentent nos réserves, le Gouvernement supprime les restrictions aux importations; les achats s'accroissent alors, ce qui amène, en retour, une nouvelle diminution de nos réserves.

Quant à notre commerce avec la zone sterling, il semble qu'en 1950 nous y exporterons pour une valeur totale de 750 millions, tandis que nous en importerons pour 600 millions; nous y aurons donc une balance favorable de 150 millions. Cet avantage pour nous se traduit évidemment par un désavantage équivalent pour les pays de la zone sterling qui commercent avec nous; le moment est venu cependant où les pays de cette zone relâchent leurs restrictions à l'égard des achats d'ap-

provisionnement au Canada. Une telle ligne de conduite favorisera davantage notre commerce en général.

Si par conséquent on se place, du point de vue du Canada, notre situation commerciale est très satisfaisante. Le Gouvernement et, en particulier, le très honorable C. D. Howe, ministre du Commerce, méritent certes des félicitations pour avoir réussi, dans une période d'environ trois ans, à rétablir l'équilibre à l'égard des importations et des exportations du pays avec les pays des zones dollar et sterling.

Vu le commerce considérable que nous avons établi nous sommes à même d'exécuter un programme de défense qui s'établirait même à un milliard, sans trop désorganiser les affaires au pays. En mars dernier, on estimait que notre produit national brut s'établirait à 16,300 millions; vers la fin de juin, le chiffre estimatif était porté à environ 17 milliards. Ainsi un budget de la défense de un milliard ne porterait guère atteinte au pays.

L'honorable M. Crerar: Mon collègue parle-t-il du produit national brut ou du revenu national?

L'honorable M. McKeen: Du produit national brut, qui englobe les salaires et la production.

L'honorable M. Crerar: Le chiffre important est le revenu national net, n'est-ce pas?

L'honorable M. McKeen: Non. Le chiffre que j'ai fourni indique le chiffre global des affaires.

L'honorable M. Lambert: Notre collègue serait-il en mesure d'indiquer quelle proportion de cet accroissement des exportations découle de l'affectation de devises américaines au Canada au compte de l'Administration de la coopération économique?

L'honorable M. McKeen: Non, car je n'ai pas ces chiffres sous la main. Mais je sais qu'ils ont diminué chaque année. Il y a trois ans, l'Administration de la coopération économique a dépensé plus de dollars au Canada que cette année.

L'honorable M. Lambert: Sauf erreur, le montant est encore considérable, soit environ 300 ou 400 millions par année.

L'honorable M. McKeen: C'est possible, mais cette année nos exportations globales s'élèveront à environ 3 milliards et demi. En d'autres mots, les fonds de l'Administration de la coopération économique constituent moins d'un dixième de nos exportations globales.

L'honorable M. Lambert: La statistique dont je parle ne porte que sur le montant d'argent